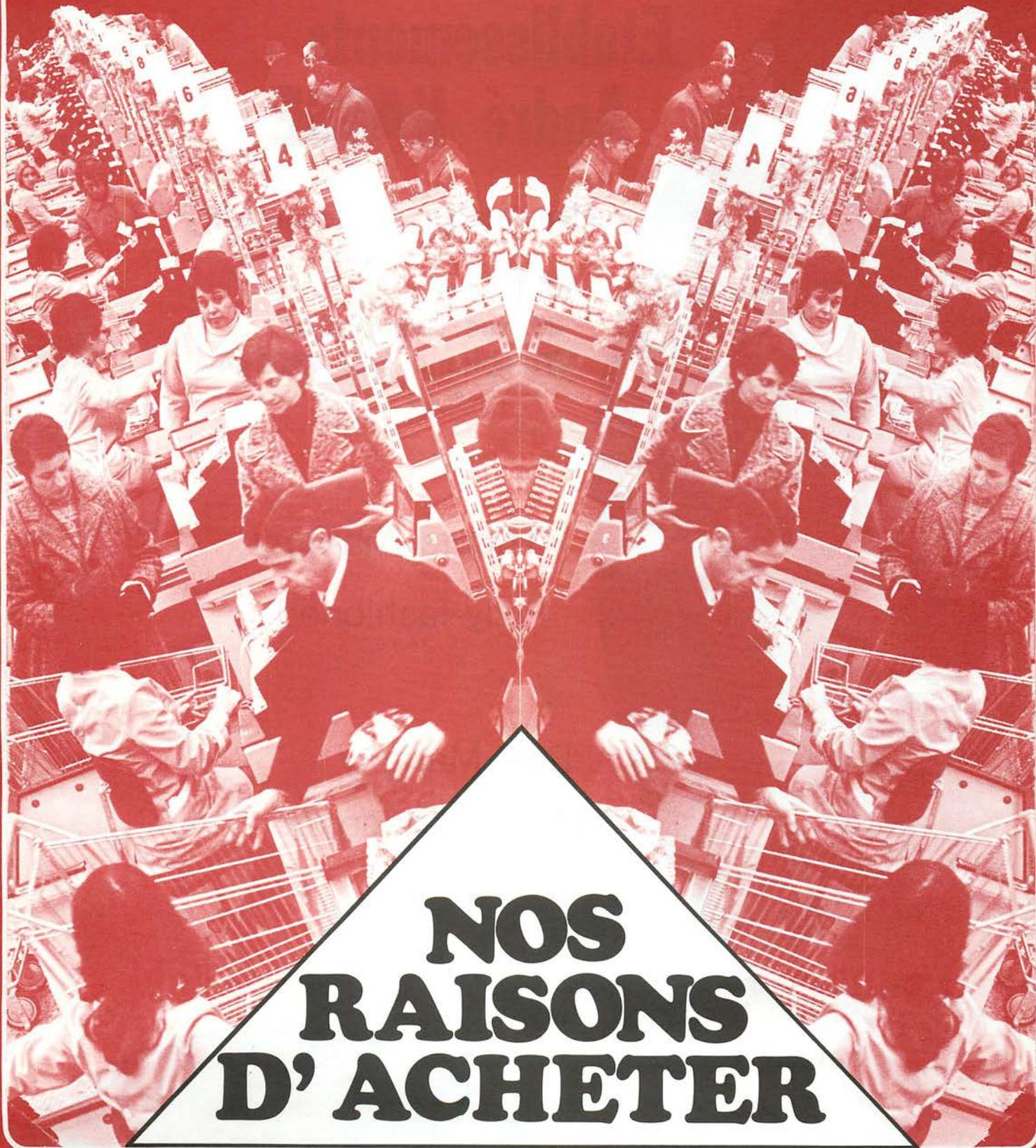
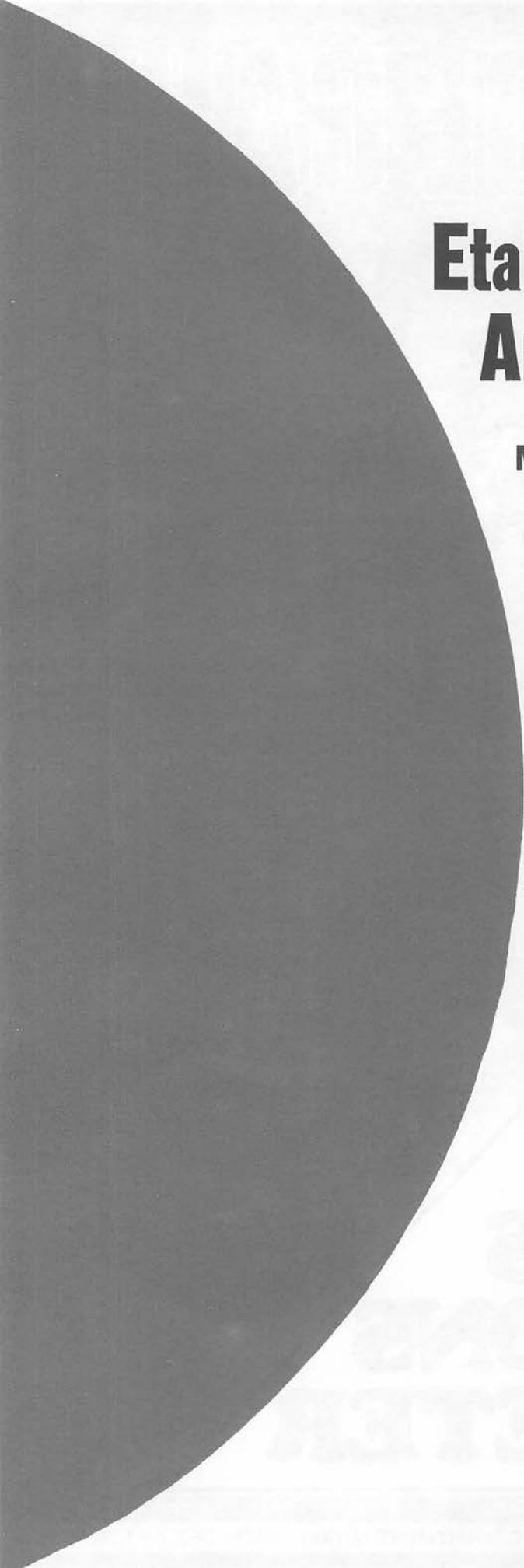


TRIBUNE DE CAUX



**NOS
RAISONS
D'ACHETER**



Etablissements André KASSE

Manufacture de Bonneterie

10 Troyes

26, rue Beauregard

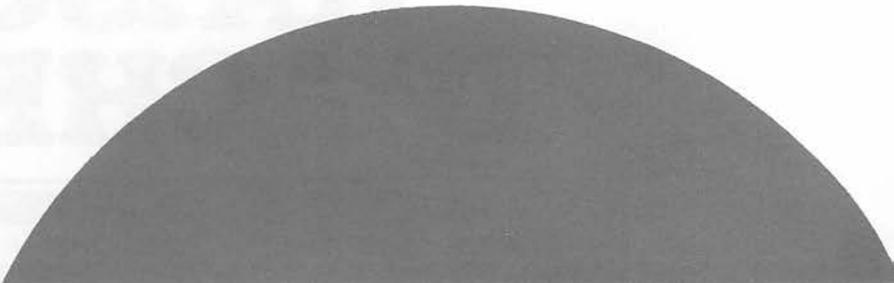
Téléphone (25) 43 62 44

Tricots Marigny

Fully-fashioned

Bas Marigny

Marque déposée



TRIBUNE DE CAUX

France : 68, bd Flandrin, Paris 16^e
Suisse : Case postale 3, 1211 Genève 20

N° 1 — JANVIER 1972

Cahier mensuel publié par le Réarmement moral à destination du monde francophone. L'actualité sous un éclairage original. Le reflet d'une action mondiale visant au changement de la société par le changement de l'homme.

Responsable de la publication :
Jean-Jacques Odier.

Rédaction et réalisation :

Paul-Emile Dentan, Jean-Marc Duckert, Claire Evans-Weiss, Regula Flüttsch, Catherine Guisan, Philippe Lasserre, Danielle Maillefer, Daniel Mottu, Philippe Schweisguth.

Administration et diffusion :

Nancy de Barrau, Jean Fiaux, Hélène Golay, Jacques Meyer, Marcel Seydoux.

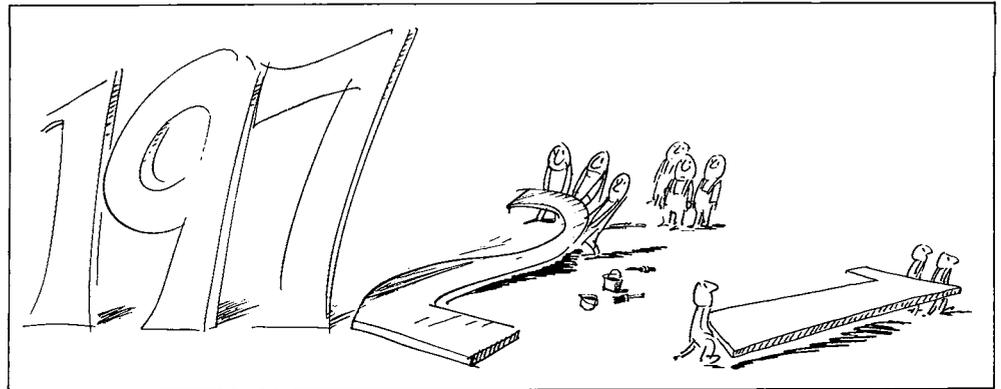
Société éditrice :

Editions, théâtre et films de Caux S. A.

Composition, tirage offset :

Imprimerie Corbaz S. A., Montreux.

ABONNEMENTS : voir page 16.



1972, une année où tout le monde devra s'y mettre.

En 1971, nous avons assisté à une vaste remise en cause des équilibres à l'échelle planétaire. Les doctrines politiques sont contestées. Le système monétaire doit être entièrement repensé. Pour sortir de situations leur paraissant sans issue, des gouvernements ont recours à la violence.

Et c'est le moment que certains choisissent pour mettre au rebut toute l'échelle des valeurs morales. Sous la plume de certains écrivains ou la caméra de certains cinéastes, la destruction systématique de tous les instruments de mesure acceptés jusqu'ici nous

est présentée comme un acte de moralisme. Tout semble aller dans le sens de la neutralisation des grands guides en qui l'humanité avait mis sa confiance.

L'homme de 1972 est contraint de trouver sa hiérarchie des valeurs non pas dans un code qui lui serait proposé de l'extérieur, mais dans le plus profond de sa conscience.

C'est peut-être le moment que Dieu attendait pour se manifester dans les cœurs de façon éclatante et s'avérer le point de convergence de la recherche anxieuse des hommes.

SOMMAIRE

4 Nos raisons d'acheter

Le dossier de la hausse des prix

8 Pierres d'angle

Quelques grandes options contemporaines vues par Peter Howard

10 Sans argent, ni diplôme...

par Catherine Guisan

14 La situation en Lorraine

par un groupe de Lorrains engagés dans l'industrie régionale et leurs épouses.

Le nouveau monde

La Lune conquise, vide et glacée, servira-t-elle un jour de relais pour atteindre et coloniser la planète Mars? Un nouveau monde extra-terrestre pourra-t-il s'ouvrir à l'appétit d'émotions, de connaissances, d'espace et de richesses qui met les hommes en mouvement?

En attendant, notre ancien monde piétine dans ses divisions et ses misères.

Avons-nous besoin d'une nouvelle planète pour y poursuivre les mêmes erreurs...? Ou bien d'une nouvelle façon de nous comporter sur la Terre?

Il y a quatre siècles, nos ancêtres voyaient dans le continent américain un nouveau monde plein de promesses. Il y a vingt-cinq

A TRAVERS CHAMPS

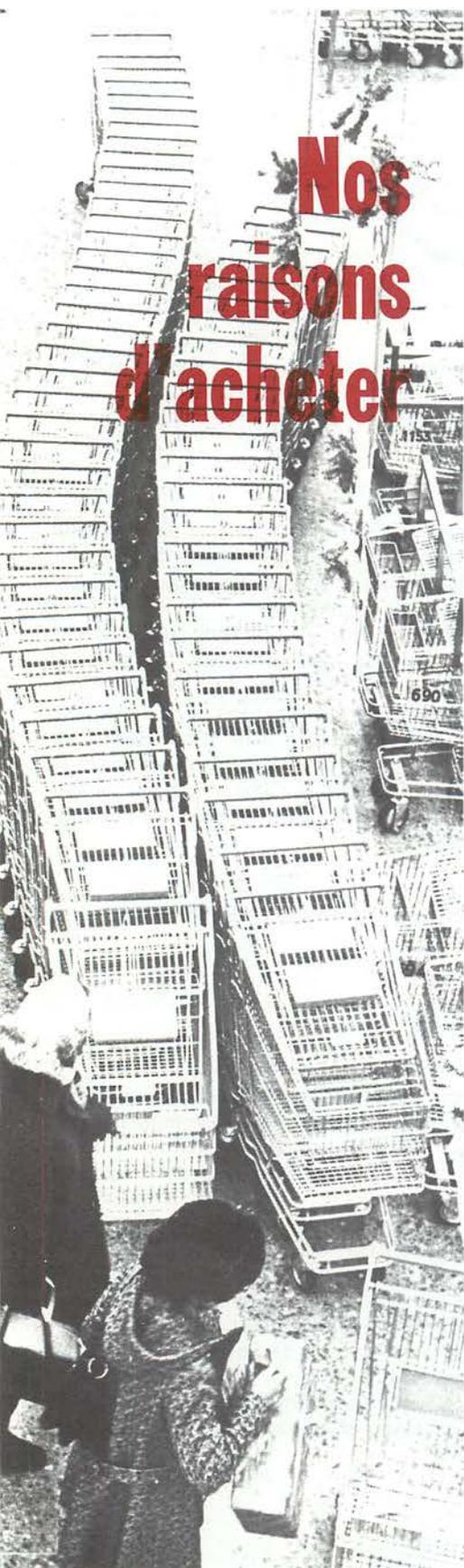
ans, les Etats-Unis s'étaient donné comme tâche de conduire le reste du monde vers la paix dans l'abondance. Aujourd'hui, l'Amérique en crise a lâché la barre du gouvernement.

L'Europe, la nouvelle Europe en formation, va-t-elle se contenter de poursuivre la course au progrès technique et à la richesse? Ou bien saura-t-elle inventer, appliquer et propager une manière de vivre moderne qui satisfasse les aspirations profondes de tous les hommes?

Chaque Européen au-dedans de soi-même découvreur et fondateur du nouveau monde...

Philippe Schweisguth

Nos raisons d'acheter



Les prix montent, l'argent perd de sa valeur. Le monde occidental est à la recherche d'un équilibre monétaire. Le chômage frappe à la porte de certaines entreprises. L'inquiétude pénètre dans la vie de nombreux foyers, alors que les magasins n'ont jamais regorgé d'autant de produits à acheter.

Devons-nous assister passifs à l'action de forces économiques occultes qui dépasseraient les possibilités d'action du consommateur ? Nous sommes persuadés du contraire. L'homme n'est la victime des circonstances que s'il le veut bien, que s'il se résigne avant d'avoir cherché à agir, à lutter.

Au point de vue de spécialistes de la question, nous avons ajouté les témoignages de personnes « de la base » qui sont les premières concernées, et qui contribuent à éclairer les options devant lesquelles nous nous trouvons.

Le billet de cent francs que vous possédiez au début de 1971 a perdu entre 6 et 7 % de sa valeur pendant les douze mois écoulés. Tous, nous constatons que nous devons payer toujours plus cher ce que nous consommons, que ce soit notre électricité, notre essence, nos habits, notre ticket de métro et de train ; notre lait, notre pain, sans compter notre loyer.

Que pouvons-nous faire devant ce problème ? L'action conjuguée des pouvoirs publics, des entreprises et des consommateurs peut-elle freiner l'inflation ou bien faut-il considérer, comme l'économiste suisse François Schaller, que « puisque nul ne consent à sacrifier quoi que ce soit en faveur de la stabilité de la monnaie, il faut alors considérer la lutte contre l'inflation pour ce qu'elle est : un thème à la mode pour discours et exhortations, sans prise aucune sur le réel » ?

Ou bien faut-il accepter le verdict de M. Edgar Faure qui déclare au journal *Entreprise* que l'inflation n'est pas forcément une catastrophe pour l'économie ? « Elle était inquiétante, ajoute-t-il, lorsque le monde vivait en économie de pénurie. Elle l'est beaucoup moins dans le cadre de la société de grande consommation qui est la nôtre. Plus on crée des besoins artificiels, en effet, moins le problème des prix est important. Les besoins nouveaux ne comportent pas les mêmes exigences que les besoins élémentaires et le consommateur peut plus aisément reculer l'instant où il les satisfera. »

Les diagnostics se contredisent de plus en plus. Les schémas traditionnels de l'économie sont rompus ; des phénomènes qui autrefois paraissaient incompatibles coexistent aujourd'hui : prospérité et récession, épargne et inflation, expansion et chômage.

Il serait absurde, bien sûr, de minimiser l'action des nombreux organismes soucieux de l'éducation de l'acheteur. C'est une tâche indispensable à une époque où les consom-

mateurs — et surtout les consommatrices qui dépensent en moyenne, dit-on, 70 % du revenu national — n'arrivent pas à s'y retrouver dans ce qui est une véritable jungle des prix. Ils ignorent le pourquoi des différences des sommes à payer pour des articles semblables ; ils ne sont pas en mesure de comparer les qualités des marchandises qui leur sont présentées ; ils ne savent pas



Le virus de l'achat.

Les schémas traditionnels de l'économie sont rompus

ce qu'il convient de retenir de la publicité que fait tel ou tel fabricant sur ses produits.

Le consommateur ne manque pas d'informations

En France, une douzaine d'organisations s'efforce de réduire la distance qui se creuse entre consommateurs et producteurs. Nombre d'expériences sont réalisées telle celle faite récemment dans la région parisienne par des membres des A.P.F. (Associations populaires familiales) qui ont acheté le même jour du faux-filet dans une centaine de boucheries différentes. Les prix accusaient des écarts de 20 %.

Il existe en outre en France un comité national de la consommation, organe consultatif créé par la Direction des Prix, ainsi que l'Institut national de la consommation qui, par son service de documentation, sa revue technique spécialisée et son mensuel *50 millions de consommateurs* s'efforce d'éclairer les acheteurs, non seulement sur les prix mais aussi sur les différences dans la qualité des marchandises.

En Suisse, la Fédération romande des consommatrices, extrêmement active, a récemment lancé une « trêve des achats », encourageant les consommatrices à n'acheter que le strict nécessaire à la vie courante et à remettre à plus tard des achats importants. Dans l'esprit des initiateurs de ce mouvement, il s'agissait de « provoquer une prise de conscience face à la course effrénée vers les biens de consommation ». M^{me} Mayor, présidente de la section vaudoise des consommatrices, déclarait à la *Tribune de Caux* « qu'il faudrait plus que cette action pour résoudre le problème de l'inflation et que cette trêve avait avant tout une valeur de symbole. En plus de l'information du consommateur, il y a tout un problème d'éducation qui devrait commencer à l'école et dans la famille ».

C'est ce dont se préoccupent d'ailleurs en France les coopératives scolaires, ainsi que les laboratoires coopératifs qui distribuent aux instituteurs des éléments de formation économique destinés aux enfants.

Les gouvernements se veulent aussi vigilants. La protection des consommateurs, face à des entreprises de plus en plus gigantesques de distribution, a fait l'objet, il y a neuf ans, d'un discours resté célèbre du président Kennedy qui, dans un message au Congrès, recommandait toute une série de



Est-ce seulement l'affaire des spécialistes ?

mesures pratiques qui furent largement suivies outre-Atlantique.

Si tous les chefs d'Etat ou de gouvernements n'en ont pas fait autant, ils sentent en tout cas la nécessité de faire appel à la raison des consommateurs, bien que l'on puisse douter de l'efficacité de telles recommandations du président Pompidou à la télévision lorsque, aussitôt après, un temps deux ou trois fois plus important est consacré à une insistante publicité télévisée.

S'informer sur soi-même

Mais tous ces efforts, même intensifiés, améliorés, ne seront efficaces qu'avec une remise en question de nos raisons d'acheter.

« A l'information sur les produits et sur les prix », estime M. Georges Lasserre, professeur d'économie sociale à l'Université de Paris I, il faudrait ajouter « une information des consommateurs sur eux-mêmes et une prise de conscience des motivations d'achat, qui sont souvent celles de standing, de prestige, de sexualité — d'une façon d'abord assez anodine : comment plaire au sexe d'en face. Ces trois-là sont cultivées en premier. La défense du consommateur doit se faire sur la qualité, l'honnêteté de l'information et se prolonger jusqu'à une autodiscipline et une remise en cause de ses raisons d'acheter, une compréhension de l'absurdité des motivations d'achat que la publicité cultive, si j'ose dire. Une désintoxication psychologique s'impose, presque une révolution personnelle. Presque tout reste à faire à ce sujet. »

Le consommateur fait en effet souvent preuve d'une grande irresponsabilité dans son comportement. Aux Etats-Unis, on es-

time que 35 % des achats se font impulsivement, sans décision préalable. En est-il différemment en Europe ?

Une caissière de libre-service alimentation de Chalon-sur-Saône nous disait que, avant le 10 du mois, rien n'est cher pour ses clients. Par contre, après le 20, tout est trop cher et on n'a plus d'argent que pour la farine et les pâtes. Il faut alors réorganiser les comptoirs. Quant aux produits vendus au titre de la promotion, poursuit la caissière, les consommateurs s'en méfient beaucoup. D'une manière générale ils ne prennent pas la peine de connaître les prix.

Le secrétaire général du groupement des Grands Magasins du Nord de la France, M. Robert Tilge, nous écrit :

« Il y a une tendance actuelle certaine à placer au dernier rang les vraies valeurs. La société de consommation n'a pas à offrir des exemples de sacrifices, de vertus, qui étaient le fondement de notre civilisation. On ne se fait pas tuer pour une augmentation des taux de croissance des revenus !

« Je pense que la civilisation industrielle passe par deux stades successifs : *L'avoir plus* et *Le mieux-être*. C'est l'avènement de la civilisation post-industrielle dans laquelle le consommateur s'interroge moins sur les objets qui existent en abondance et font partie de sa vie que sur la qualité même de sa vie...



L'embaras du choix.

Une désintoxication psychologique s'impose

« C'est tout l'avenir de notre civilisation qui se jouera dans les années qui viennent, ajoute M. Tilge, qui est aussi membre du Comité départemental des prix et professeur au Centre de préparation au commerce de la Chambre de commerce de Lille, Roubaix, Tourcoing, et tout ce que l'on pourra faire pour remettre à leur place les valeurs morales et la qualité de vie aidera l'homme à se situer ; mais il est plus agréable et plus facile de se laisser porter par le courant que de lutter contre lui. »

Une question de comportement

Pour le nouveau président de la Confédération suisse, M. Nello Celio, ministre des finances, « les problèmes économiques et financiers dont souffre le pays sont avant tout causés par des problèmes d'ordre moral. Il est important, écrit M. Celio à l'un des membres de notre rédaction, d'attirer l'attention sur l'attitude que le simple citoyen se doit d'adopter dans son comportement quotidien, s'il veut lutter contre le renchérissement, que ce soit en tant que consommateur ou en sa qualité d'épargnant. »

Des suggestions ? Il est bien difficile d'en formuler puisque tout dépend, en définitive, d'un choix intérieur, du but que l'on s'est fixé pour sa vie. Mais il en est pourtant trois qu'il n'est peut-être pas inutile de rappeler. Tout d'abord, faire ses comptes et noter toutes les dépenses comme toutes les rentrées. C'est une excellente manière de devenir plus réaliste sur la valeur de l'argent. Ensuite établir un budget qui, même s'il sera toujours approximatif, délimitera les marges de dépenses pour le ménage, l'habillement, les loisirs, les dons, etc. Enfin, ne jamais pénétrer dans un libre-service sans avoir rédigé

une liste d'achats et, si possible, avoir pu établir une comparaison prix-qualité entre différents articles. Et n'oublions jamais que nous avons le privilège — qui nous oblige — de pouvoir choisir dans une société d'abondance alors que tant d'hommes n'ont même pas le strict minimum pour assurer leur existence. Pensant à eux et au monde de demain, peut-être saurons-nous mieux utiliser notre argent.

A un niveau plus général, citons le remède que suggère un député au Conseil national suisse. Pour cet homme politique, engagé depuis toujours dans la lutte pour l'amélioration des conditions sociales, « le vrai frein à la hausse ne peut naître que d'une nouvelle confiance entre partenaires sociaux, entre organisations patronales d'une part, centrales syndicales, d'autre part et Etat. On est parvenu à augmenter les salaires, à les indexer à l'augmentation générale. Rien ne sert en effet d'augmenter les prix et salaires dans un secteur, de parvenir à une justice plus grande, si les autres secteurs augmentent parallèlement sans tenir compte de leur interdépendance. Il faut, pour cela, trouver des hommes disponibles qui soient prêts à consacrer leur temps pour empoigner le problème angoissant du cycle infernal entre prix et salaires. Qui va prendre l'initiative de cette concertation ? Ce sera le fait d'hommes désintéressés animés du désir de trouver de vraies solutions aux problèmes nationaux. Car il n'existe pas de moyens mécaniques qui permettent de lutter automatiquement contre la hausse des prix. Il faut parvenir à dégager les lignes de force qui agissent dans la vie de la société et à faire naître une responsabilité collective qui pourrait surgir de cette concertation générale. »

Parler des vraies valeurs pourrait évidem-



En connaissance de cause.

ment prêter à de nombreuses considérations plus ou moins moralisantes. C'est pourquoi, à des réflexions plus générales et face aux tentations de la société de consommation (voyagez aujourd'hui, payez demain ; votre mobilier pour 50 francs par mois, etc.) nous tenons à citer ici les récits de plusieurs consommatrices.

Voici tout d'abord une jardinière d'enfants suisse : « Je n'ai pas du tout apprécié la hausse de salaire qui a été accordée aux membres de notre gouvernement juste au moment où on parle de freiner la hausse des prix. Je trouve que le gouvernement devrait donner le bon exemple. Puis j'ai reçu la nouvelle que moi-même aussi j'allais être augmentée avec effet rétroactif à janvier 1970. En y réfléchissant, j'ai décidé de refuser la somme qui m'est allouée pour l'année 1970-1971 ; en effet je n'avais pas prévu cette augmentation et j'ai bouclé mon budget sans encombre malgré la hausse du coût de la vie. Je n'ai donc pas vraiment besoin de cet argent. Ce n'est qu'un geste, je ne sais s'il aura des conséquences, mais plutôt que simplement condamner le gouvernement j'ai décidé de faire le premier pas moi-même. C'est un sacrifice, car mes impôts ont augmenté cette année. Mais il faut apprendre à renoncer.

» Dans mon métier de jardinière d'enfants, ajoute-elle, je suis frappée de voir tous les cadeaux que mes élèves reçoivent, non seulement aux fêtes mais tout au long de l'année. Il semble que dès que l'enfant fait une scène, les parents cèdent. Je réfléchis beaucoup à



Le bon vieux temps...



et le confort rutilant.



Les débuts...



et
fins de
mois.

la question de savoir comment apprendre aux enfants à se refuser certains plaisirs, à dire non au superflu. »

Un jour, une Canadienne se mit à réfléchir, face à sa conscience, à l'utilisation de ses ressources. Dans le silence, une pensée très claire s'est imposée à elle : « Rien de ce que tu as dans ton studio ne t'appartient. Tout est à crédit. Fais deux listes : une des objets dont tu as vraiment besoin et que tu dois payer tout de suite, et une des meubles et appareils électro-ménagers dont tu n'as pas vraiment besoin et que tu dois rendre, même si tu y perds les premières mensualités. » En une semaine, elle avait mis toute sa situation en ordre, et ne devait plus rien à personne.

Une consommatrice, qui se dit privilégiée, nous écrit : « Les personnes à revenus modestes sont de toute façon forcées au choix et à la réflexion, mais les personnes aisées comme moi le sont beaucoup moins. Pour la mère de famille que je suis, il faut un véritable examen de conscience avant d'aller acheter pour les miens. Pourquoi refuser de participer à la surenchère des plaisirs rendus toujours plus coûteux par la technique

et par le « perfectionnisme » de la jouissance ? Si souvent j'achète sous la pression du qu'en dira-t-on, de l'opinion de mes enfants, dont je n'aimerais pas qu'ils aient moins que les autres jeunes, de mes amis avec lesquels je ne veux pas être en reste de générosité quand je fais un cadeau. J'achète souvent en fonction de l'image que je me fais de moi-même et que j'essaie d'imposer aux autres. Pour me délivrer de cela, j'ai besoin d'avoir une raison suffisamment grande pour me restreindre dans mes achats. Mettre mon argent au service d'une cause en laquelle je crois donne une dimension différente aux restrictions que je m'impose. L'argent prend alors sa véritable valeur ; il devient un moyen de défendre un idéal de justice. »

Nous voici au cœur du problème. Quelqu'un a dit : « L'argent va où va la passion des gens ». Est-ce sur ce plan que se décide, en fin de compte, l'usage que nous faisons de nos ressources ? C'est peut-être ce que voulait souligner la très sérieuse et conservatrice *Nouvelle Gazette de Zurich* quand elle écrivait, le 1^{er} août 1971, dans un article où il était question de « l'érosion progressive de la valeur de la monnaie » et de « l'inflation générale qui en résultait » : « Il reste à espérer qu'une prise de conscience sociale (devant les vraies valeurs de la vie) puisse être opérée par les forces spirituelles avant qu'il ne soit trop tard ; seules ces forces-là sont en mesure d'empêcher la rupture du barrage. »



Voilà déjà deux heures !

Enquête réalisée par Paul-Emile Dentan, Catherine Guisan, Jean-Jacques Odier, et avec la collaboration de nombreuses personnes interviewées en France et en Suisse, hommes d'affaires, députés, ménagères, économistes, ainsi qu'un inspecteur des Finances, un gérant de fortune, un boucher, une libraire, un agriculteur et une jardinière d'enfants. Photos Danièle Maillefer

PIERRES D'ANGLE

Peter Howard (1907-1965), l'auteur anglais dont la pensée et la vie contribuèrent tant à élargir le champ d'action du Réarmement moral, a laissé derrière lui de nombreux écrits. Dans les extraits, pour la plupart encore inédits en français, que nous publions ci-dessous, il aborde quelques questions dont l'actualité, en 1972, est plus frappante que jamais.

L'HOMME, devenu un géant par l'intellect, est resté un nain sur le plan moral. Son cerveau est plus vaste, son bras plus fort que jamais. Son cœur, lui, s'est rétréci.

Il peut, grâce à ses connaissances, chevaucher les étoiles, sonder les secrets du firmament et de l'océan, nager dans les profondeurs comme le Léviathan, sous la calotte glaciaire, et approcher les secrets de la mort et de la vie elle-même.

Mais il est hanté par la haine, la peur et l'égoïsme et guidé par ses appétits. De ses mains expertes, il s'applique à tuer. Il détient le pouvoir de se détruire lui-même et, tel un enfant qui joue avec la poudre et les allumettes, il est assez fou pour le faire...

Au moment même où, pour contrebalancer sa force et son habileté, l'homme devrait décupler ses forces spirituelles et sa vigueur morale, approfondir sa connaissance du bien et du mal, nous voyons au contraire les vertus traditionnelles, foi, chasteté, honneur, patriotisme, obéissance, assaillies de toute part. L'homme croit qu'il tient Dieu à sa merci. Il le tuera s'il le peut...

Si l'homme ne croit pas en Dieu, il n'existe plus ni « bien » ni « mal ». L'homme est son propre maître. Il a un corps et pas d'âme. C'est le corps qui commande, et satisfaire ses exigences devient le but que poursuit l'humanité.

Notre époque pose une question à laquelle le monde entier fait face. Chaque homme doit se la poser ; chaque femme, chaque enfant attend la réponse : l'homme est-il esprit, ou n'est-il qu'une bête, un animal ? N'y a-t-il en nous que des composants chimiques qu'on peut mettre en flacons sur une étagère ? Les eaux de notre sang seront-elles aspirées un jour vers les nuages pour retomber, vides, sur les terres et les océans ? Nos muscles, nos os, nos tissus seront-ils réduits par la pourriture en une poussière dont se nourriront les vers, les plantes et les poissons, sans que demeure de nous une étincelle, une âme, rien ? L'avenir de la race humaine dépend de la façon dont nous répondrons à cette question.



L'ORSQU'IL s'agit de foi, il faut considérer d'abord ceux qui disent croire en Dieu. Leur nombre va en diminuant. Pour clarifier ma position, je crois en Dieu. Parti d'un athéisme rationaliste, je suis arrivé à cette croyance grâce à une expérience personnelle et à ce que j'ai vu se passer dans mon entourage.

La plupart des gens qui disent croire en Dieu ont présenté au monde l'image d'une foi visant surtout à procurer une satisfaction personnelle ou à maintenir le statu quo en amenant les autres à s'accommoder d'injustices sociales et économiques dont le maintien ne les dérangeait pas eux-mêmes. Eh bien, si Dieu leur ressemblait, Dieu mériterait d'être traité comme Il l'est dans le monde d'aujourd'hui !

Si nous pouvions amener les hommes de Dieu à devenir les révolutionnaires les plus passionnés du monde moderne et à vivre les uns avec les autres comme devraient vivre ceux qui croient en Dieu, je crois que la liberté ne courrait plus le moindre risque. Si les croyants apprenaient à

faire de Dieu la force la plus révolutionnaire dans leur vie et dans celle de leurs communautés, les gens s'écrieraient : « Mais oui, c'est ainsi que nous devons vivre ! »

Et puis il y a les gens qui en toute sincérité n'ont ni foi ni croyance en Dieu. Nous sommes en droit de suggérer à ceux-là qu'ils fassent la stimulante expérience de se placer face à des critères moraux absolus. Nous n'arriverons jamais en effet à redresser l'humanité tant que les hommes s'obstineront dans leurs attitudes égoïstes. N'importe qui devrait comprendre cela.



LA paix est un fruit, et non pas une racine. Elle est le produit de la façon dont les hommes vivent les uns avec les autres. Tant que l'on ne s'attaquera pas à transformer les hommes, leur caractère et leur comportement moral, on n'obtiendra pas la paix. Bertrand Russell et ceux qui pensent comme lui représentent un des paradoxes du XX^e siècle : pendant toute leur vie, ils ont corrodé la moralité traditionnelle avec leur intelligence comme avec un acide — mais si cette moralité n'est pas restaurée, c'est en vain qu'ils réclameront la paix : ils ne l'obtiendront pas... Ils ont abattu l'arbre, et maintenant ils soupirent après son fruit. Poursuivre la paix comme but en soi est un objectif trop restreint. La paix n'est pas une œuvre qu'on accomplit ; elle naît grâce à une transformation de l'homme. Approuver par principe tout ce qui porte l'étiquette « Paix », et condamner ce qui ne la porte pas, voilà une politique vouée à l'échec.



L'HOMME peut et doit mettre fin par son changement à la misère économique qu'il a causée par ses convoitises et son égoïsme. Ce n'est pas Dieu qui a voulu cette misère, Lui qui a mis assez de ressources dans le monde pour suffire à toutes les créatures. Certains veulent se servir de Dieu pour perpétuer un mal et persuader les hommes de subir en silence des injustices effroyables et des maux auxquels pourtant il existe une solution. C'est faux et odieux. Mais il est également odieux, si Dieu est là, de prétendre que le

bien-être matériel est primordial ou que des conditions meilleures créeront par elles-mêmes des hommes meilleurs.



DES nations que l'on habitue à demander toujours davantage en échange de toujours moins, à voter pour des partis politiques qui promettent davantage de gâteau pour un moindre effort, se divisent rapidement en camps et en classes dont les intérêts s'opposent. La division se répand. La production tombe. Les gens perdent de vue le but, ils ont l'impression de partir à la dérive au lieu de répondre à un appel. Et un jour ou l'autre, l'homme fort entre alors en scène — pour le bien de tous, naturellement et surtout celui des siens. Il justifie sa prise de pouvoir en disant qu'il s'agit d'éviter le chaos. Dans tous les continents, il y a actuellement des militaires sincères qui nous mènent à cette forme de gouvernement.

L'absence de discipline intérieure est la pépinière des dictatures. C'est le commencement de la fin de la liberté. Tôt ou tard, l'homme qui a perdu Dieu perd le sens de tout, hormis ce qu'il vaut. L'égoïsme ne connaît plus d'autre limite que l'intérêt.



CE qu'ils veulent, c'est un Jésus populaire qui pactise avec le matérialisme, plutôt qu'un Christ crucifié qui demande ce qu'un homme ou une nation gagnent à vivre dans l'abondance, mais sans but et sans foi.

Ce qu'ils veulent, c'est un Christ qui se conforme au monde, qui se laisse tailler à la mesure de l'humanité, plutôt qu'un Christ qui offre changement et salut au monde, et qui, dans la peine et la joie, taille le caractère de l'homme à la mesure de la destinée qu'il a préparée pour lui.

Ce qu'ils veulent, c'est un Christ qui ait aboli le fait du péché, plutôt qu'un Christ qui, par Son sacrifice, nous a offert le pardon quand nous sommes tombés et le pouvoir de triompher du péché afin de ne pas tomber, un Christ qui dit : « Chargez-vous chaque jour de votre croix, et suivez-moi ».

Sans argent ni diplôme

Aucune bonne fée ne semblait s'être penchée sur le berceau de Frida Nef lorsqu'elle naquit à Gais en Appenzell en mai 1908. Et pourtant cette femme menue, qui a l'art de passer inaperçue, est une révolutionnaire chevronnée. Sans argent, sans diplôme, sans relations sociales, elle a bien des réalisations à son actif. Toujours présente, elle ne s'impose jamais. Elle attend qu'on vienne à elle.

Son enfance sera marquée par la pauvreté, la maladie et les crises d'alcoolisme de son père. Mais la foi simple de sa mère qui jamais ne se plaignait et pourtant ne cachait



Frida Nef.

Mailliefer

l'usine pour Lausanne où elle veut apprendre le français avant de partir pour la Chine.

« A Lausanne, je travaillais dans un foyer pour gymnasiens, dit-elle, chaque matin je devais nettoyer trente chambres et quatre salles de bains. Je gagnais 80 francs par mois, mais j'aimais mon travail. » Notre jeune Appenzelloise n'oublie cependant pas sa vocation. Sa rencontre avec le groupe d'Oxford (devenu plus tard le Réarmement moral) lui montre que son champ de mission est en Suisse. « D'abord je me suis méfiée de ces nouveaux venus, dit-elle, mais leur rayonnement m'a attirée, je n'avais jamais su comment utiliser ma foi pour les autres. A travers eux c'était comme si Dieu me tendait la main et me montrait ma mission. »

Frida dès lors se lève chaque matin à 4 heures et demie pour se recueillir à l'écoute de Dieu. Son entourage s'intéresse à ses nouvelles convictions qui transforment sa vie. Bientôt elles sont une trentaine d'employées de maison lausannoises à se réunir régulièrement pour mettre en commun leurs expériences et certaines patronnes, intriguées, se joignent à elles.

La Grande Aventure

Mais Frida sent que sa mission va l'entraîner plus loin encore. En 1942, elle quitte le foyer où elle vient de passer douze années heureuses. Matériellement elle n'a rien, sauf mille francs d'économie. Une nuit d'insomnie, alors qu'elle se rappelle son enfance, toutes ses camarades d'usine, il lui vient une pensée claire : « Donne aux jeunes ce que tu as trouvé, le secret d'une vie renouvelée. Pourquoi ne pas créer un foyer pour jeunes filles qui travaillent ou font des études. » Epaulée par quelques amis, Frida obéit. Sa foi a raison de tous les obstacles. Elle trouve un appartement ensoleillé, et sans un sou, y emménage avec ses trois premières pensionnaires. De partout affluent les dons : meubles, provisions et argent. Bientôt elles seront quinze, puis vingt, puis trente à vivre là. Et en 1945 « La Grande Aventure », c'est le nom du foyer, déménage dans une villa de 26 pièces. « C'était le plus beau jour de ma vie », dit l'indomptable Frida.

Il n'y a pas de prix de pension fixé et chacune contribue selon ses moyens. La caisse est souvent vide mais toujours des dons arrivent in extremis pour sauver la situation. A « La Grande Aventure », il y aura jusqu'à quarante-deux pensionnaires, des filles de familles bourgeoises, des ouvrières et même des jeunes filles confiées par l'Office des mineures. Aucune croyance n'est imposée à personne, mais chaque semaine toute la famille se réunit pour faire le point. Souvent des jeunes filles restent tard dans la soirée pour parler avec Frida et ses collaboratrices. Et certaines lui avouent trente ans plus tard : « Je ne sais pas ce que nous serions devenues sans ce que nous avons appris au foyer. »

En 1946, quand le Centre du Réarmement moral s'ouvre à Caux, Frida et ses pensionnaires y passent de nombreux week-ends pour nettoyer les lieux et accueillir tous les visiteurs étrangers. Elles vont à vélo jusqu'à Montreux puis montent à Caux à pied, faute d'argent pour prendre le train.

Un foyer de sept cents personnes

Un peu plus tard, Frida décide de s'installer tout à fait à Caux. Il faut maintenant penser au monde entier. Elle s'occupe de l'économat. « Et nourrir six à sept cents personnes sur des cartes de rationnement, ça n'était pas une plaisanterie », se rappelle-t-elle en souriant. Elle participe aussi à des actions à l'étranger. Au début des années cinquante elle passe deux hivers dans le nord de la France. Elle y rencontre patrons et ouvriers de l'industrie textile et, avec d'autres, contribue à créer le nouvel état d'esprit qui permettra la conclusion des accords du textile en 1953. Malgré une santé chancelante, elle se rend aussi en Amérique latine, et l'année passée, en Inde.

Mais c'est toujours à la Suisse qu'elle revient, persuadée que son pays a un grand rôle à jouer dans l'histoire des peuples. Elle y est en contact régulier avec 500 amis. « Il y a tant de Suisses de bonne volonté et si peu d'entre eux prêts à tout sacrifier, regrette-t-elle. Mais je n'abandonnerai jamais. Je suis convaincue que Dieu a un plan pour chacun de nous et que l'homme ordinaire qui Lui obéit fera des choses extraordinaires. »

Catherine Guisan

pas ce qui était difficile aide Frida. A quatorze ans et demi, elle doit quitter l'école. Elle travaille en usine. « C'est là que j'ai découvert le monde tel qu'il était, raconte-t-elle, l'injustice sociale et l'amertume. J'ai eu alors une terrible crise intérieure. »

En lisant un livre écrit par une missionnaire, Frida croit trouver sa voie. Elle quitte

Les chances de l'unité syndicale en Italie



Bureau international du travail

Les trois grandes centrales syndicales italiennes ont annoncé au mois de novembre qu'elles allaient se regrouper pour ne plus former qu'une seule organisation. Certains ne saisiront peut-être pas immédiatement la portée de cette nouvelle, mais il est manifeste qu'elle va soulever de nombreux points d'interrogation.

Depuis les premières années de l'après-guerre, un certain équilibre s'était instauré dans le syndicalisme international. Les confédérations nationales à dominante communiste avaient rejoint la Fédération syndicale mondiale (FSM) dont le siège est à Prague. Les centrales catholiques s'étaient groupées, comme avant la guerre, sous le drapeau de la Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC¹), à Bruxelles, et enfin les autres organisations avaient constitué la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) représentant 70 millions de travailleurs et ayant son siège à Bruxelles également. Cette division en trois tronçons bien distincts semblait être une donnée permanente du syndicalisme mondial.

Depuis que les syndicats américains se sont retirés il y a quelques années de la CISL, cette dernière bat de l'aile : « Elle est bien malade, me confiait tout récemment un dirigeant de Force ouvrière. Et d'ailleurs, ajoutait-il, la FSM aussi. »

La Fédération syndicale mondiale, en effet, est pour sa part nettement affaiblie d'un côté par la coupure du monde communiste en deux, de l'autre par les querelles relatives au leadership longtemps incontesté de l'Union soviétique.

Les clauses de l'accord

La nouvelle de l'unification des centrales italiennes prévue pour le début de 1973, porte un nouveau coup à la CISL comme à la FSM. La fusion envisagée suppose précisément la rupture des attaches existantes entre les centrales nationales italiennes et les confédérations internationales. La CGIL, à majorité communiste — équivalente de la CGT française — se retirera de la FSM. La Confédération italienne des syndicats libres, à majorité démo-chrétienne et l'UIL, à

tendance social-démocrate, quitteront la CISL.

Les syndicats italiens ont en outre laissé entendre qu'ils créeront leur propre organisation internationale, ouverte d'abord à tous les Européens, ce qui pourrait conduire à un important réaligement.

Qu'un pays comme l'Italie, qui abrite le plus fort parti communiste en dehors de l'URSS, puisse envisager l'unité syndicale, voilà qui représente une évolution considérable, et on peut se demander si cette unité se réalisera vraiment. Une des clauses de l'accord est l'incompatibilité entre les fonctions syndicales et politiques. Cela veut dire que littéralement des dizaines de milliers d'élus locaux, provinciaux ou nationaux, surtout communistes, devront choisir leur terrain de combat.

Cela nous amène à une question primordiale : la nouvelle confédération syndicale s'affirmera-t-elle révolutionnaire ou réformiste ? Acceptera-t-elle, comme les syndicats allemands ou scandinaves, le cadre capitaliste quitte à vouloir l'améliorer de l'intérieur ? M. Storti, qui dirige la centrale syndicale libre, a fait à ce sujet une déclaration pour le moins ambiguë, affirmant que la confédération future « se battra pour des réformes de structures choisies et voulues selon les délais fixés par les travailleurs pour changer la société en la laissant libre et démocratique ». C'est résoudre la quadrature du cercle.

La coexistence des idéologies syndicales dans une même organisation reste un sujet délicat. Interrogé à ce sujet, un responsable de Force ouvrière m'apparaît sans illusion. Il se rappelle la rapidité avec laquelle les communistes ont su prendre le dessus durant les trois années d'unité syndicale (CGT - CGTU) qui ont précédé la guerre en France. Les communistes sont, à ses yeux, bien mieux préparés que les démocrates à affronter l'unité et ils sont prêts à faire des sacrifices temporaires considérables (incompatibilité des fonctions, rupture avec la FSM) pour réaliser une fusion dont ils savent qu'à la longue ils recueilleront les fruits.

En tout état de cause, l'unité syndicale demeure le rêve de millions de syndicalistes

Côte à côte, assistant à Genève aux cérémonies du 50^e anniversaire de l'Organisation internationale du Travail, les présidents des trois grandes confédérations internationales ouvrières. De droite à gauche : M. Maurice Bouladoux, président de la C.M.T., M. Renato Bitossi, président de la F.S.M., et M. Bruno Storti, président de la C.I.S.L. et l'un des protagonistes de l'unité syndicale italienne.

à travers le monde. Quel travailleur pourrait ne pas retrouver courage à la perspective d'un syndicalisme fort, compact, résolu, face au patronat et aux gouvernements. Cette idée de l'unité crève chaque page du livre que l'ancien secrétaire général de la CFDT, Eugène Descamps, a publié récemment². Sans doute ce dernier doit-il se réjouir de voir l'Italie prendre ce chemin-là.

La troisième option

Mais reste la question essentielle : en Italie comme en France, l'unité syndicale est-elle réalisable ou n'est-ce qu'une éternelle utopie ? Avec l'existence d'un parti communiste toujours vigilant, les chances d'une centrale syndicale unique résident dans la qualité humaine, la formation et l'intelligence idéologique de ceux qui ont d'autres options politiques ou philosophiques. Et quant au débat réformiste ou révolutionnaire, peut-être n'est-ce qu'un faux problème. Ne pourrait-on aboutir à une conception plus moderne, plus dynamique, où l'on cherche avant tout à modifier les optiques et les mobiles de la classe dirigeante afin de provoquer une transformation fondamentale du système capitaliste ? Une telle conception exigerait un réajustement des buts et de l'action des réformistes comme des révolutionnaires. Lénine n'a-t-il pas dit lui-même : « Si le capitalisme pouvait adapter sa production au mieux-être des masses au lieu de chercher le profit maximum, il sortirait de sa crise. Mais alors, le capitalisme ne serait plus le capitalisme. »

J.-J. Odier

¹ Devenue depuis Confédération mondiale du Travail (C.M.T.)

² *Militer*, par Eugène Descamps (Fayard, 270 p., FF 24)



RÉARMEMENT MORAL INFORMATION

Matière à réflexion

Le secrétariat de la Cnuccd relève que, sur 13,7 milliards de dollars transférés aux pays en voie de développement en 1970, 5,9 milliards ont été absorbés par le service de la dette (paiement des intérêts et remboursements des emprunts). Il note également que les sorties de bénéfices des pays en voie de développement ont passé de 3,5 milliards de dollars en 1965 à 5,4 milliards en 1969. Si bien que l'endettement de ces pays atteint souvent la limite du supportable. A la fin de 1969, l'endettement de 80 pays en voie de développement atteignait près de 59 milliards de dollars, ayant pratiquement triplé depuis 1961.

Journal de Genève.

Ferme conviction

Les pays veulent leur indépendance, les nations leur libération, les peuples la révolution. Telle est la tendance irrésistible de l'histoire.

Vice-ministre des Affaires étrangères de Chine.

A propos du Jura suisse

Il existe dans certaines régions du Jura des aspirations qu'on n'étouffera pas, et si les revendications prolongées du Kulturkampf sont aujourd'hui dépassées, le vent de la contestation de 1968 a pris leur relève pour relancer ces aspirations séparatistes dans un autre contexte politique. On ne peut les ignorer. Elles se nourrissent de toute carence des institutions.

Charles Biber

La Vie protestante, Genève.

Sports d'hiver

Mon socialisme s'arrête en Suisse dans ma maison de Gstaad...

Richard Burton, L'Express.

Franchise

Tout le monde est démocrate... sauf ceux qui ne pensent pas comme nous.

Un syndicaliste nantais dans une réunion publique.

Le D^r William Nkomo à l'honneur

« Un grand jour pour honorer un bon docteur. » C'est ainsi que le *Rand Daily Mail*, le grand quotidien de langue anglaise de Johannesburg, a annoncé la cérémonie qui s'est déroulée le 28 novembre à Prétoria en l'honneur du D^r William Nkomo. Ce médecin, qui est un des fondateurs de la « Ligue de la jeunesse du Congrès national africain » et dont notre journal a rapporté les propos tenus à Caux cet été, est un des pionniers de l'éducation des Bantous.

Le *Rand Daily Mail* a aussi souligné avec quel dévouement il avait soigné gratuitement au long de toute sa carrière de nombreux patients indigents. Il cite aussi la déclaration du comité organisateur de la journée qui comprend des éducateurs, des travailleurs sociaux et des hommes d'affaires africains : « Nous sentions qu'il était temps d'honorer le D^r Nkomo pour tout ce qu'il a fait pour le peuple africain », déclarent ces derniers, « traditionnellement cela ne se fait qu'après la mort d'un grand homme. Mais nous avons senti que dans ce cas il nous fallait briser avec la tradition et remercier ce géant de son vivant. » Le D^r Nkomo a ajouté que le but de la journée était d'encourager la jeunesse à servir son semblable d'une manière entièrement désintéressée.

Une école secondaire bantoue va porter le nom du D^r Nkomo, qui vient d'être nommé à la présidence de l'Institut sud-africain pour l'étude des questions raciales.

En France australe

La Nouvelle-Calédonie, territoire français du Pacifique, était présente l'été dernier à Caux en la personne de M. Yann Celene Uregei, membre de l'Assemblée territoriale et fondateur du parti de l'Union multiraciale.

Sous le titre « Il y a dans le Réarmement moral des solutions aux problèmes calédoniens », le principal quotidien de l'île, *La France australe*, a publié récemment une interview de M. Uregei. Interrogé sur son « étrange départ du territoire » en juillet alors que son pays traversait une grave crise politique et économique, M. Uregei a précisé qu'il s'était rendu à la Conférence du Réarmement moral en Suisse comme délégué officiel de l'Union multiraciale, choisi par le bureau du parti. « Le Réarmement moral

peut être une très grande force dans une nation », a-t-il précisé.

M. Uregei a raconté comment « fort de son expérience en Suisse », il avait ensuite rencontré à Paris diverses personnalités françaises concernées par l'avenir de son pays. Il a relaté, entre autres, son entrevue avec le baron Guy de Rothschild, dont la société « Le Nickel » exploite les riches dépôts de l'île. Il s'est entretenu avec lui du conflit qui était alors en cours dans la société



M. Yann Celene Uregei : « En quittant Caux, on voit les hommes et leurs problèmes différemment. »

et lui a fait valoir que « dans l'intérêt même des ouvriers et de l'entreprise, il fallait envisager une évolution à long terme où la confiance serait de mise dans des rapports humains réciproques améliorés ». Il a également rencontré à Paris M. Messmer, ministre des Territoires d'Outre-Mer.

« J'ai la ferme intention de retourner à d'autres congrès du Réarmement moral à Caux, a ajouté M. Uregei, car en sortant de là, on voit les hommes et leurs problèmes différemment, et on peut puiser dans ce mouvement apolitique de nombreuses solutions dont certaines peuvent être appliquées ici en Calédonie. »

Dans la presse genevoise

Dans la *Tribune de Genève* du 29 novembre, Paul Du Bochet rend hommage à Caux, qui a célébré l'été dernier son 25^e anniversaire. Après avoir évoqué les « discrets conciliabules » qui s'y tinrent au cours de ces années et qui aidèrent à la « solution de

problèmes vitaux », il rappelle que c'est « par dizaines de milliers que des hommes accourus de toutes les parties du monde et qui s'ignoraient totalement les uns les autres apprirent à s'estimer et à se comprendre ».

Le journaliste se réjouit aussi de ce qu'en s'installant à Caux, « l'un des plus beaux sites de Suisse romande », les dirigeants du Réarmement moral « aient sauvé ce belvédère incomparable de cette folie de spéculation et de cette vague de mercantilisme touristique qui ont déjà profondément défiguré tant de régions de Suisse. Et ils ont fait des palaces désaffectés des centres d'échanges intellectuels intenses et l'un des creusets de la nouvelle civilisation qui devrait surgir des ruines accumulées par les deux guerres mondiales ».

Le même journaliste a consacré récemment plusieurs articles à la « Ligue du Gothard », ce mouvement né en Suisse aux heures sombres de 1940, alors que ce pays était entouré par les puissances de l'Axe et qu'il importait d'y stimuler un esprit de résistance. Il souligne à ce propos les liens qu'avaient avec le Réarmement moral deux des principaux animateurs de la Ligue, le professeur Théophile Spoerri — qui en fut le président — et Philippe Mottu, l'un des fondateurs du centre de Caux.

Dans la banlieue parisienne et en province

Au cours des semaines qui ont précédé Noël, des manifestations du Réarmement moral ont eu lieu dans six villes françaises.

« L'idéal est-il compatible avec la rentabilité ? Le changement des hommes reste-t-il un élément de solution aux problèmes sociaux dans le contexte impersonnel que tend à prendre l'industrie ? »

Telles sont quelques-unes des questions abordées au cours du débat public qui suivit la représentation de *On jouera sans rideau* à la salle des Carmes d'Orléans. Cette pièce à thème industriel avait été invitée dans cette ville par M. Pierre Gailly, président de l'Association des chefs d'entreprise du Loiret. Le public, principalement formé de cadres et de chefs d'entreprises comprenait également des étudiants, des syndicalistes et plusieurs délégations d'usine. Le maire d'Orléans et son épouse étaient aussi dans l'auditoire.

Répondant à un spectateur, M. Gailly, qui présidait jusqu'à l'année dernière une impor-

tante société de fonderie, a déclaré : « De même qu'il est impossible de fondre ensemble des métaux qui contiennent des impuretés, de même ce n'est qu'en débarrassant les hommes de leur égoïsme qu'on peut les fondre pour former une nouvelle société. »

Le lendemain matin, une soixantaine de personnes venues de plusieurs régions françaises et appartenant à divers secteurs de l'industrie ont poursuivi l'échange entamé à l'issue de la soirée théâtrale et se sont penchés ensemble sur la situation économique et sociale de la Lorraine.

Répondant à l'appel d'un professeur à l'école normale d'instituteurs de Montpellier, des jeunes qui, après avoir participé ces dernières années à la tournée de la revue musicale *Il est permis de se pencher au dehors*, travaillent actuellement à Paris avec le Réarmement moral, ont passé une semaine dans la grande ville universitaire du Midi. A plusieurs reprises ils ont utilisé les diapositives de leur voyage et ils ont pris contact avec beaucoup d'étudiants ainsi qu'avec des notabilités de la ville.

Le même groupe a participé, à la Maison de la Jeunesse et de la Culture de Colombes, dans la région parisienne, à une veillée au cours de laquelle ils ont montré les diapositives de leur voyage.

Une série de manifestations a eu lieu à Rueil-Malmaison, également dans la banlieue parisienne. Désireuse d'animer la vie des grands ensembles de sa commune et de donner aux familles et aux jeunes une possibilité de réfléchir ensemble aux problèmes posés par la vie moderne, une institutrice en retraite, M^{me} Geneix, a organisé trois rencontres dans une salle municipale, destinées respectivement aux lycéens, aux personnes âgées et à la population en général.

A Dijon, une étudiante en lettres a rassemblé ses camarades, dont en particulier plus d'une centaine d'Africains, dans une salle de cours, pour la projection du film *Liberté*, ce qui donna lieu à de vives discussions.

Enfin à Boulogne-sur-Seine, à la maison du Réarmement moral, une rencontre, organisée par un professeur de Sceaux, a permis à des enseignants et enseignés de la région parisienne et de province de faire ensemble le point de la situation scolaire au moment où l'existence supposée d'une circulaire ministérielle aux directeurs d'établissements provoque une nouvelle vague d'agitation dans les lycées parisiens.

Suisse

« La dynamique née du silence », la première biographie en langue allemande consacrée au Dr Frank Buchman, vient de paraître aux Editions de Caux sous la plume du professeur zurichois Théophile Spoerri. L'auteur, un des premiers Suisses à s'engager aux côtés de Frank Buchman, y livre de nombreux faits encore inédits. Une édition anglaise est en préparation.

Trois rencontres ont rassemblé dernièrement plusieurs centaines de Suisses à Winterthour, Berne et Lenzburg. Consacrées à l'échange d'expériences faites dans l'esprit du Réarmement moral, elles ont aussi porté sur les actions à entreprendre dans les prochains mois face aux crises qui secouent le monde et la Suisse. Des employeurs et des ouvriers, des enseignants et leurs étudiants, des familles tout entières ont fait part de leurs points de vue et de leurs décisions dans ce sens.

Allemagne

Les deux stations de radio Norddeutscher Rundfunk et Westdeutscher Rundfunk ont diffusé le 11 décembre une émission de deux heures consacrée au Réarmement moral. Réalisée à Caux cet été par le commentateur politique Werner Hill, elle comprenait des interviews de l'industriel Frederik Philips et du député sud-tyrolien Karl Mitterdorfer.

Papouasie-Nouvelle Guinée

La première en pidgin du film africain « Liberté » vient d'avoir lieu à Port-Moresby. C'est le premier film à avoir jamais été doublé dans cette langue. A cette occasion, un message signé par 21 membres de l'Assemblée territoriale de Papouasie-Nouvelle-Guinée a été lu. « Ce film nous montre la route à prendre », déclarent les signataires, « et devrait être montré à travers tout le territoire avant l'accession à l'indépendance. Il nous aide à trouver l'unité dont nous avons besoin. »

Réflexions sur la situation lorraine



Depuis quelques semaines, la presse, la télévision, la radio ont largement parlé du plan de restructuration de la sidérurgie lorraine en parallèle avec l'installation d'une aciérie sur les bords de la Méditerranée. En bref, il s'agit de la suppression de 12 000 emplois sur une période de quatre ans et de la fermeture d'installations plus ou moins vétustes. Une inquiétude profonde s'est manifestée dans toute la population, car de telles mesures affectent aussi tout un environnement d'activités qui sont déjà touchées. Sans vouloir entrer dans un débat économique et en laissant les chiffres de côté, un syndicaliste, un cadre de la sidérurgie, avec leurs épouses et quelques personnes de la région, ont essayé, dans les lignes qui suivent, de dégager les éléments humains qui entrent en jeu dans la mutation en cours.

La gravité de la situation actuelle doit être vue à travers l'histoire politique et industrielle de cette région frontalière. Celle-ci a payé un lourd tribut dans les conflits de notre continent et a pris sa part de la reconstruction économique et politique de notre pays comme de l'Europe par le labeur de ses hommes, dans ses mines et ses usines. Ce passé historique est un premier élément

à considérer pour comprendre ce qui se passe : il a créé une population attachée à sa terre, à ses traditions, à sa personnalité.

Le deuxième élément est lié à l'évolution de la société industrielle. Depuis des décennies, les grandes sociétés minières et sidérurgiques (de Wendel, SMK, Sidélor, etc.) ont présidé aux destinées de la population, de la naissance à la mort. En effet, au commencement de l'industrialisation, les gens vivaient tant bien que mal et les maîtres de forges, conscients à la fois de leurs responsabilités et de leur intérêt bien compris, instituèrent peu à peu le « paternalisme », c'est-à-dire qu'ils s'occupèrent d'assurer une vie convenable à leurs ouvriers et à leurs familles.

Il est bon de rappeler que la maison Wendel-Sidélor possédait encore récemment environ 20 000 logements, six hôpitaux conventionnés, des écoles, des terrains de sport, des salles de spectacle, des églises, plus de 100 km de voiries, des centaines d'hectares industriels, et des chaînes de magasins d'alimentation dont les prix étaient calculés au plus juste. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que la maison de Wendel était à la pointe du progrès social jusqu'à la deuxième guerre mondiale.

Ce paternalisme palliait la carence de la société d'autrefois. Mais, en contrepartie, la soumission, le respect, le dévouement, le « bon esprit », en un mot, étaient exigés des bénéficiaires. Or, voici que, maintenant, le paternalisme est rejeté aussi bien par les salariés, devenus adultes, que par les industriels soucieux de se consacrer uniquement à leur

« vocation », qui est de fabriquer de l'acier. Ce revirement est en bonne partie le fruit de l'action menée depuis déjà assez longtemps par des groupements syndicaux, politiques et familiaux.

Pas préparés

De par l'omniprésence des entreprises, les gens n'ont pas eu l'habitude de prendre des responsabilités, des initiatives ou des engagements sortant d'une certaine ligne de conduite. Et c'est bien là un élément de la crise, car ils ne se sont pas préparés à la conduite de leur propre destin, ils n'ont pas développé une conscience collective. Trop souvent, d'ailleurs, que ce soit au niveau du travailleur ou du cadre, celui qui prenait des initiatives ou des responsabilités non admises par les sociétés, dans le domaine social ou syndical, par exemple, était victime de brimades sur le plan professionnel et familial. On a vu même des ingénieurs qui préféraient donner leur congé.

Le nouveau rôle que s'est fixé la sidérurgie, cette fin du paternalisme, créent un climat de malaise et même d'angoisse. Les gens se sentent abandonnés et ceci d'autant plus que l'Etat n'a pas pris à temps la relève des industriels. On peut souligner en passant un autre sentiment que l'on rencontre dans nos vallées. Bien des personnes sentent que, du temps où les entreprises avaient des dimensions plus humaines, elles avaient un con-

tact plus direct avec des hommes responsables, alors qu'aujourd'hui, avec le gigantisme des groupes, tout se dilue dans une hiérarchie trop anonyme.

Mesures comprises mais non admises

Le troisième élément de la crise, celui qui en est l'occasion, c'est la restructuration et la modernisation de la sidérurgie qui se traduisent par la suppression d'un grand nombre d'emplois. Probablement justifiées sur le plan économique et assez bien comprises, sinon admises par tout le monde, ces mesures n'ont pas été contrebalancées en temps utile par des créations d'emplois : ni par les industriels, ni par l'Etat ou les pouvoirs publics imprévoyants, ni par les intéressés incapables d'initiatives et attendant tout des autres.

On ne peut reprocher aux firmes de mener leur jeu. On pourrait cependant leur reprocher de n'avoir pas dit plus rapidement toute la vérité et surtout aux autorités en place de n'avoir pas cherché suffisamment la vérité. Un exemple à propos d'une des usines, relativement moderne : quelques hommes, de différentes tendances, ont fait une étude sur l'avenir de ces installations il y a trois ans environ ; ils ont fait part de leur pessimisme aux pouvoirs publics ; ces derniers ont préféré croire les déclarations rassurantes d'un chef de personnel informé par la direction, plutôt que de considérer les craintes exprimées qui se sont finalement révélées justifiées et dans la ligne du plan actuel.

Cette réaction consistant à se tourner vers les responsables de la sidérurgie plutôt que de chercher auprès de sources nouvelles des informations moins orientées est le reflet d'une mentalité trop facilement acceptée. Bien sûr on peut toujours craindre que les informations données par le patronat ne soient utilisées démagogiquement. Elles l'ont peut-être été dans certains cas, mais l'absence d'information ne semble rien résoudre du tout. Si l'on veut un vrai jeu de la démocratie, il y aura des affrontements inévitables, non pas forcément de classes ou de collectivités, mais sur le plan des décisions à prendre.

Cette crise, lourde pour chacun, pouvait être prévue ; depuis longtemps on parle de restructuration de la sidérurgie et d'implantations au bord de mer. Mais, à cause

du passé, les gens n'ont pas toujours compris l'ampleur des mesures qui allaient être prises. En outre, l'accélération du processus a surpris beaucoup de monde. Il est bon pourtant de rappeler qu'il y a vingt ans une organisation syndicale avait déjà souligné les dangers de la mono-industrie et n'a cessé de le faire depuis.

D'autre part, quand on parle avec les uns et les autres dans les vallées, on se rend compte que la nature humaine progresse plus lentement que les techniques mises en place ; les bouleversements qui en résultent se traduisent par de nombreux cas de dépression nerveuse, de maladie. L'adaptation dans les nouveaux postes de travail ne va pas sans de sérieuses difficultés. C'est une des réalités avec lesquelles il faut compter si l'on veut que les efforts de chacun donnent des résultats satisfaisants.

Cependant, ce problème n'est pas spécifique à la Lorraine. Il est général et va aller en s'accroissant car il faut admettre des évolutions de plus en plus rapides. La question de l'emploi n'est plus la responsabilité du seul patronat. Elle devient celle de tous : de l'industriel qui procure un cadre de travail, donc l'emploi, celle des syndicats, celle des écoles pour la formation professionnelle, celle des pouvoirs publics (donc, finalement, des électeurs) pour les infrastructures, et l'attraction d'industries locales permettant d'éviter aux gens en quête de travail un déracinement pénible.

Elargir notre horizon d'hommes

La crise lorraine montre avec clarté la nécessité d'un climat de véritable honnêteté, d'ouverture vers les autres, où l'on écoute ceux qui pensent différemment et où l'on est prêt à apprendre d'eux. Nul groupe, nul homme n'a toute la vérité. Il est vrai que tout est mis en œuvre pour résoudre la crise actuelle et l'on fera au mieux. Mais si l'on n'en tire pas la leçon, qu'est-ce qu'on aura changé ? Si on ne change pas les hommes, si on ne change pas le jeu démocratique, si on ne permet pas aux hommes de devenir vraiment responsables, cela recommencera dans cinq ou dix ans.

La manifestation organisée par les syndicats le 16 novembre peut laisser entrevoir un certain espoir dû à la naissance d'une conscience collective et d'une maturité certaine face à des problèmes régionaux. Mais

il faut aller plus loin, là où chacun consent à se poser des questions, au lieu de laisser cette tâche aux seuls militants ou responsables, où nous acceptons la part de responsabilité qui nous revient — seul remède efficace et permanent aux égoïsmes particuliers — et où nous élargissons notre horizon d'hommes.

Bien que semblant sortir du cadre de cet article, la question que nous nous sommes posée ensemble y est liée : les gens des pays en voie de développement, en nous voyant vivre, peuvent-ils penser que nous nous aimons ? Quel visage et quel exemple leur offrons-nous ? Si, dans cette perspective mondiale, nous nous reposons le problème lorrain, il semble bien petit ; mais notre région peut devenir, malgré les difficultés et les tensions actuelles, un creuset pour un type de société nouvelle. Il y a là peut-être une perspective toute simple, mais qui pourrait devenir réalité et apporter l'espoir. Quelqu'un a dit un jour : « Ceux qui ont beaucoup souffert peuvent beaucoup donner. »

*Un groupe
d'envergure nationale
au service d'une
expansion régionale*

**RHIN
et
MOSELLE**

Assurances toutes branches

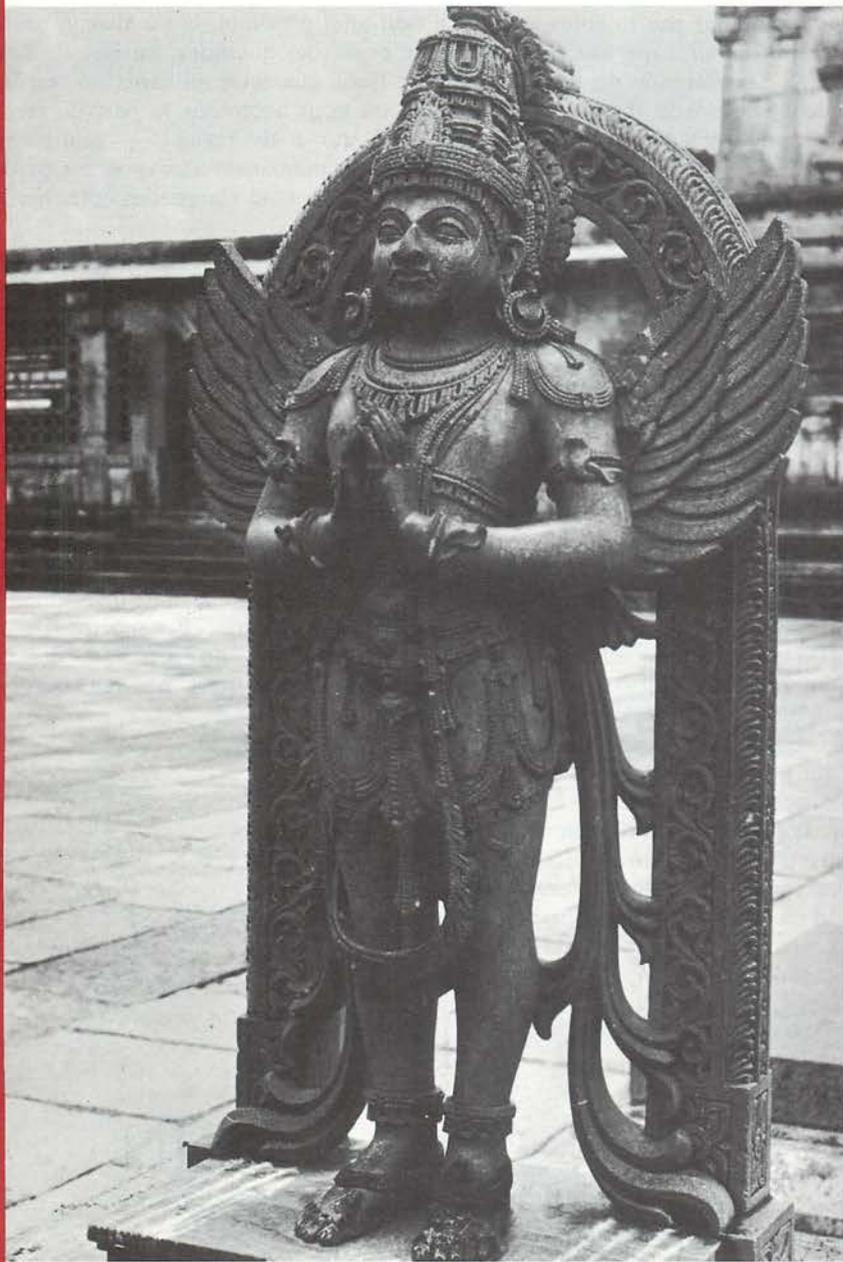
Siège social et Direction Générale :
1, rue des Arquebusiers - Strasbourg

Bureau de Paris
48-50, rue Taitbout

Découvrez l'INDE

avec

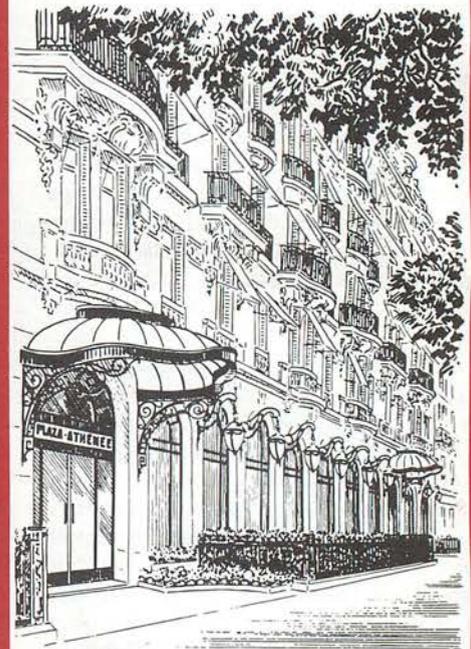
AIR-INDIA



GENEVE - Rue de Chantepoulet 7
tél. : (022) 32 06 60

PARIS

HOTEL
PLAZA
ATHÉNÉE



★★★★

25, AVENUE MONTAIGNE
PARIS 8^e - 359-85-23

ABONNEMENT TRIBUNE DE CAUX PRIX 1972

Pour une année (12 numéros)

France : FF 24 Suisse : Fr. s. 18.—

Belgique : FB 220 Canada : \$ 5.—

Autres pays par voie normale : FF 27 ou Fr. s. 21.—

Pays d'outre-mer, par avion : FF 30 ou Fr. s. 24.—

Prix spécial étudiants, lycéens :

FF 12 ; Fr. s. 10.— ; FB 120

Verser le montant à l'abonnement :

En France : à la Tribune de Caux (68, Bd Flandrin, Paris 16^e),
par chèque bancaire, ou au CCP 32 726 49, La Source.

En Suisse : à la Tribune de Caux, CCP 10-25 366, Lausanne.

En Belgique : au Réarmement moral, CCP 57 81 60 — Bruxelles
(avec la mention « abonnement Tribune de Caux »).